

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

OBJET :

Régime Indemnitaire des Heures pour Travaux Supplémentaires (mise à jour)

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents :

Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAUQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

Absents ayant donné pouvoir :

Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU
Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT
Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER
Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET

Absents :

Laurence SALVA

Secrétaire de séance :

Brigitte DUBOIS

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	27		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	27 + 5 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

Le 6 décembre 2002, le Conseil Municipal délibérait sur la mise en place du nouveau régime indemnitaire des travaux supplémentaires. Au vu de l'évolution de la législation, il apparaît nécessaire de reprendre une délibération relative à l'application des Indemnités Horaires pour travaux Supplémentaires (IHTS).

Délibération :

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
- Vu le décret 2001-623 du 12 juillet pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;
- Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires
- Vu la délibération du conseil municipal en date du 6 décembre 2002, relative à la mise en place du nouveau régime indemnitaire des travaux supplémentaires ;
- Vu la délibération n° 2016-01-24 en date du 3 mars 2016, relative à la récupération des heures supplémentaires ;

- Considérant que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires des fonctionnaires de catégorie B et de catégorie C ainsi qu'aux fonctionnaires de catégorie A de la filière médico-sociale, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature, sauf si le contrat de ces derniers prévoit un régime d'indemnisation similaire.
- Considérant que l'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.
- Considérant que le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est subordonné à la mise en place de moyens de contrôle automatisé des heures supplémentaires. Un décompte déclaratif contrôlable est néanmoins suffisant pour les agents exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, ainsi que pour les sites sur lesquels l'effectif des agents susceptibles de bénéficier d'IHTS est inférieur à 10.
- Considérant que les instruments de décompte du temps de travail sont mis en place : planning hebdomadaire, feuille de pointage.
- Considérant que le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois. Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service.
- Considérant que les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques. Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (exemple pour un agent à 80 % : $25 \text{ h} \times 80 \% = 20 \text{ h}$ maximum).
- Considérant que les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures) et sont rémunérées au taux normal. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.
- Considérant que la compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :
- la rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.
 - l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.
- Considérant que pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel, le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.
- Considérant que le temps de récupération accordé à un agent a été délibéré par le conseil municipal lors de sa réunion en date du 3 mars 2016 comme stipulé dans la délibération afférente.
- Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.
- Considérant l'avis du comité technique en date du 2 juin 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

INSTAURE

les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires et (le cas échéant) les agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière Administrative :

- Rédacteurs territoriaux.
- Adjointes administratifs territoriaux.

Filière technique :

- Techniciens territoriaux.
- Agents de maîtrise territoriaux.
- Adjoints techniques territoriaux.

Filière culturelle – secteur patrimoine et bibliothèques :

- Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques.
- Adjoints territoriaux du patrimoine.

Filière médico-sociale – Sous filière sociale :

- Moniteur-éducateurs et intervenants familiaux territoriaux.
- Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.
- Agents sociaux territoriaux.

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

- Médecins territoriaux.
- Psychologues territoriaux.
- Sages-femmes territoriales.
- Puéricultrices cadres territoriaux de santé.
- Cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux.
- Cadres territoriaux de santé paramédicaux.
- Puéricultrices territoriales.
- Infirmiers territoriaux.
- Techniciens paramédicaux territoriaux.
- Auxiliaires de puériculture territoriaux.
- Auxiliaires de soins territoriaux.

Filière animation :

- animateurs territoriaux.
- Adjoints territoriaux d'animation.

COMPENSE

les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires.

L'agent pourra solliciter le repos compensateur, dont les modalités seront définies selon les nécessités de service, ou l'indemnisation. La décision relèvera de l'autorité territoriale.

MAJORE

le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées par délibération n° 2016-01-24 en date du 3 mars 2016.

CONTROLE

les heures supplémentaires sur la base d'un décompte déclaratif de l'agent validé par son supérieur hiérarchique.

DIT

que le régime indemnitaire, tel que défini ci-dessus, sera alloué à compter du 01/07/2021 aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et le cas échéant, aux contractuels de droits publics.

INSCRIT

les crédits correspondants au budget.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.